



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'HERAULT

GROUPE
« rapprochement avec le
parquet »
du PDLHI de l'Hérault

Rencontre régionale LHI du 28 novembre 2016

- **Présentation du pôle départemental de lutte contre habitat indigne (pilote par ARS/DDTM)**

a été créé par arrêté préfectoral en avril 2010 et présidé par le secrétaire général de la préfecture.

Son objectif :

renforcer le travail partenarial déjà existant entre DDTM, ARS, les 3 SCHS, CD34, ADIL, CAF et pour avoir une vision globale des dossiers et de leur suivi.

Ensuite élargissement aux délégataires des aides à la pierre



Sa Composition:

- une formation plénière
- un comité technique : 3 à 4 réunions par an
- 5 groupes thématiques : accompagnement social et suivi des relogements, coordination des référents police/gendarmerie/sdis, coordination avec le parquet, TO et saturnisme



- Création du groupe « rapprochement avec le parquet » de Montpellier avec pilotage DDTM pour connaître les différentes saisines et les éventuelles suites à donner
- 1^{ère} réunion en avril 2012 du comité de suivi LHI avec le magistrat référent en LHI qui souhaite traquer les situations notoires d'habitat indigne et identifier les marchands de sommeil
- Participants : DDTM – ARS – SCHS Montpellier et Sète – Conseil Départemental
- Intégration des référents Police/Gendarmerie à la demande du procureur



- Réunions environ 3 à 4 fois par an
- Avantages : renforcement des liens avec la police/gendarmerie et plusieurs condamnations de propriétaires indéclicats
- Difficultés : changement fréquent de procureur référent (4ème depuis 2012)



- 1ère condamnation a eu lieu à Béziers suite à une réunion avec le procureur de Béziers en novembre 2011 : location de logements insalubres à des ouvriers bulgares condamnation à 5000€ amende et un an de prison avec sursis.
- Plusieurs condamnations ont suivies ...



- Lunel : arrêté d'insalubrité remédiable mars 2011 – propriétaire refuse de faire les travaux – avril 2013 il fait couper l'eau à la famille (couple + 5 enfants) pour qu'elle quitte les lieux – le préfet met en demeure de rétablir l'eau.
- Jugement tribunal correctionnel : 4 mois de prison avec sursis et 2 ans de mise à l'épreuve – 1500€ de dommages et intérêts.



- A Montpellier : cellier aménagé en logement – prise d'un arrêté « local impropre à l'habitation » - aucun relogement proposé par la propriétaire – intimidation – signalement au parquet pour non respect d'un arrêté préfectoral d'interdiction de mise à disposition à fin d'habitation + plainte du locataire
- Jugement correctionnel 10/03/2016 : amende de 5000€



- Plusieurs dossiers sont en cours d'instruction : en attente de dates d'audience.
- Une nouvelle audience devait avoir lieu le 31/10/2016 et est reportée en janvier 2017, elle concerne un propriétaire indélicat bien connu
- Plusieurs propriétaires sont sous surveillance



En mars 2016 rencontre avec le procureur de Béziers pour mettre en place un comité de suivi LHI similaire à celui de Montpellier qui devrait se mettre en place à l'automne 2016.

